# NOUVELLE-CALÉDONIE — ÉLECTIONS LÉGISLATIVES — JUIN 1981

CALÉDONIENS, CALÉDONIENNES,

Nul ne peut ignorer,

Nul ne peut méconnaître les problèmes graves que vit la Nouvelle-Calédonie.

Placé à la croisée de la pensée et de l'action, j'ai suivi à travers la presse comme vous, les incessantes querelles du monde politique.

Riche de mon expérience professionnelle au service d'une idéologie portée à l'union plutôt qu'à la division,

Fort des nombreuses relations établies dans le domaine du sport, de la jeunesse, de la culture,

Alerté de l'accusation qui touche à la discrétion totale sinon à l'effacement permanent du Calédonien,

Il m'est apparu nécessaire aujourd'hui de faire acte de candidature pour l'élection du député de la deuxième circonscription.

Je mesure le poids de ma décision, les difficultés de ma tâche, la déraison du combat.

Lilliput contre David et Goliath pour une fois rassemblés !

Mais une décision de cette importance ne se prend pas sans réflexion et elle nécessite que soit levée toute ambiguité.

Les jeux politiques nous ont habitués tout au long de ces dernières années aux éclatantes querelles suivies de retentissantes réconciliations tant au plan national qu'au plan territorial, tant dans l'ex-majorité nationale que dans la nouvelle majorité.

Je ne me suis jamais senti prêt à faire acte d'allégeance auprès des responsables de ces politiques théâtrales, pas plus que je n'envisage de courir aujourd'hui dans le peloton sans cesse grandissant pour rejoindre les vainqueurs du 10 mai.

Je ne peux développer un long programme. Je me bornerai à constater quelques faits essentiels à mes yeux et j'en relève deux.

**— Que signifient les 65 % de voix obtenus par M. Valéry Giscard d'Estaing le 10 mai en Nouvelle-Calédonie ?**

Sont-ce seulement les voix des électeurs satisfaits de la politique sociale et économique conduite par le secrétaire d'État Paul Dijoud ?

Sont-ce exclusivement les voix des électeurs refusant l'éventualité de l'indépendance du Territoire ?

Sont-ce les résultats des nombreux comités de soutien, plate-forme des promoteurs politiques, comités de chapelle et partant, comités cloisonnés par ethnie !

**— Que signifient les 35 % de voix obtenus par M. François Mitterrand le 10 mai ?**

D'aucuns souhaitent vous faire croire que 35 % des électeurs calédoniens sont indépendantistes parce qu'ayant voté François Mitterrand.

L'appui des partis indépendantistes locaux au nouveau président de la République ne s'est-il pourtant pas fait du bout des lèvres et avec discrétion.

François Mitterrand a-t-il jamais promis l'indépendance pour le Territoire ?

N'y-a-t-il pas eu intoxication politique dans l'habituel sens du *«Fais-moi peur»* ?

Alors que valent les analyses des résultats quand on constate le conditionnement des suffrages ? Faux problèmes que toutes ces analyses.

**Et la Réforme Foncière ?**

Connaissez-vous un seul Calédonien à quelque ethnie qu'il appartienne, se déclarer être d'accord sur cette réforme fondamentale. Le Calédonien, où qu'il se situe est-il parfaitement informé du contenu de cette réforme ?

Hochet que ce grand bruit !

La Réforme Foncière, telle que préparée, telle que discutée, telle qu'adoptée, ne peut que marquer un peu plus les oppositions. Elle aurait pu être reconnaissance pour tous, reconnaissance d'un besoin, reconnaissance d'un acquit.

Elle est perçue comme une revanche par les uns, comme une iniquité par les autres.

S'est-on au fait posé le problème des terres, de leur inexploitation, de leur gel ? A la Réforme Foncière ne fallait-il pas lier la Réforme Agraire ? N'aurait-il pas été judicieux de préparer un système incitatif de mise en valeur ?

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Lié à ces deux points, apparaît le devenir de la Nouvelle-Calédonie, **l'indépendance de notre Caillou, son statut.**

Il faut démythifier le mot indépendance. La revendication actuelle de l'indépendance n'est-elle pas que réaction ?

Ne peut-on envisager entre le pour et le contre d'ouvrir un dialogue constructif ? Ne peut-on espérer que la recherche de solution aux problèmes actuels puissent faire se rencontrer les adversaires d'aujourd'hui ?

Ce n'est pas en renforçant les ghettos qu'on crée les moyens d'une saine concertation.

Le système éducatif français prépare à la fonction d'électeur, il n'est pas prouvé qu'il crée de véritables citoyens.

Le système politique français fait la part belle aux appareils et aux partis : il lamine les individus.

Ce double constat me conforte dans ma réflexion et la gageure de ma candidature.

Je vais bâtir une campagne électorale sur la maturité des électeurs calédoniens.

Je ne serai le candidat d'aucun parti, libre des consignes, libre des influences, libre des pouvoirs.

— Homme déraciné, transplanté à Nouméa par les nécessités de la vie, je crois pouvoir m'assimiler à ces hommes de la terre.

— Gestionnaire et administratif, je sais pouvoir m'accrocher à tel et tel dossier.

— Féru de rencontres, je sais pouvoir écouter et comprendre.

L'action que j'ai conduite est connue sur l'ensemble du Territoire et elle peut être le garant de ce que représente ma candidature.

Les Mélanésiens comme les Calédoniens peuvent se reconnaître en moi. Le pluralisme des idées n'est-il pas fondamentalement la base de la laïcité ?

Quelques mots encore.

Depuis qu'est connue ma décision, j'ai reçu l'appui déclaré pour certains, attendus pour d'autres, de formations politiques, de groupements, d'associations.

Des amis regroupés m'assisteront pour conduire ma campagne. Qu'ils soient ici remerciés. Leur assistance m'est d'autant plus précieuse qu'ils savent — et je leur confirme solennellement — que ma candidature est celle d'un homme, d'une idée, elle ne sera pas celle d'une faction ou d'une structure.

Pour les besoins administratifs — je n'envisage pas de cesser mes activités professionnelles — il m'a été nécessaire de faire appel à un mandataire. J'ai choisi Claude Fournier, chef d'administration du cadre territorial rompu à la complexité des arcanes administratives. Je lui suis reconnaissant d'avoir accepté cette tâche astreignante d'autant que c'est au seul fonctionnaire que je me suis adressé.

Enfin, il me faut présenter mon *«suppléant»*. Quelle dérision dans ce terme pour un responsable associatif appelé chaque jour à une vie en équipe de se trouver brusquement doté d'un suppléant. Martial Bone a bien voulu s'associer à moi pour briguer les suffrages des électeurs calédoniens de la deuxième circonscription.

Le choix de Martial Bone relève d'un même raisonnement. C'est un homme neuf, non rompu aux joutes politiques, conscient de l'enjeu du moment.

Assez désintéressé pour ne pas s'interroger sur les conséquences de notre acte de liberté, assez clairvoyant pour considérer de son devoir de défendre la Nouvelle-Calédonie telle que nous pouvons encore l'espérer.

**Enfin, en guise de conclusion : pourquoi Farino et quel homme suis-je donc ?**

Je suis un fils de colons, et cette origine je la revendique comme un honneur, parce que ce ne sont ni les intellectuels de Paris ou de Bruxelles, ni les moralisateurs de Sydney, d'Auckland ou de Fidji qui porteront ombrage à la mémoire de mes parents.

J'ai dû, déracinement important, mener une vie professionnelle à Nouméa, mais je n'ai eu de cesse, de retourner à la terre, là où les miens à Farino ont usé une vie au labeur.

Avant que je ne me lance dans ce combat pour une élection, mon objectif se précisait.

Dans trois ans, une retraite active, la mise en valeur des terres récemment acquises, l'engagement avec toute la passion que vous me connaissez dans un syndicalisme agricole fondé sur la connaissance des hommes, des institutions, des besoins, des réalités.

Ces objectifs comporteront peut-être le sursis que constituera le résultat de vos suffrages des 14 et 21 juin 1981.

**Mais le cœur et la raison commandent de penser à une Calédonie plus heureuse, plus fraternelle, plus solidaire, plus harmonieuse.**

**C'est la base unique de mon programme.**

FARINO, le 28 mai 1981

**René OREZZOLI — Martial Lédé BONE**

***CANDIDATS LIBRES POUR LE CHANGEMENT, LE DIALOGUE ET LA CONCERTATION***

GRAPHOPRINT

Sciences Po / fonds CEVIPOF